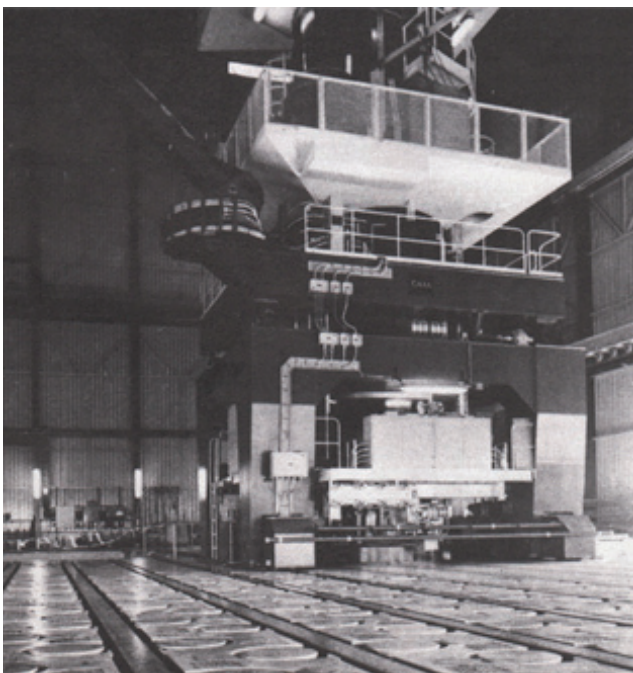


N°22 Avril 1981  
pages 17 à 19

# l'alternative énergétique

par Serge DEPAQUIT

**stopper le programme nucléaire, c'est encore possible ... à condition de définir une politique énergétique comprimant les besoins d'énergie primaire, politique, qui, dès aujourd'hui, serait créatrice de plus d'un demi million d'emplois.**



**Saint-Laurent-Les-Eaux**  
Au coeur de la centrale

**D**EPUIS l'origine du programme nucléaire gouvernemental, le PSU s'est opposé à sa mise en œuvre. Parce que le nucléaire est dan-

gereux et coûteux, parce qu'il entraîne un type de développement social (centralisation accrue, police, militarisation) et de croissance conforme aux intérêts de la restructuration capitaliste, le PSU entend poursuivre une opposition active à la mise en œuvre du programme nucléaire.

Mais cette opposition est en même temps et avant tout, une action positive pour un autre mode de développement.

On peut se passer du nucléaire, car les alternatives énergétiques existent : énergies nouvelles et véritable politique d'économie d'énergie. Mais moins de 3 % des sommes investies dans le nucléaire leur sont consacrées. Il faut inverser les termes. Stopper les investissements dans le nucléaire et orienter les moyens financiers dégagés vers les alternatives énergétiques. Ainsi seraient réunies les conditions d'un développement énergétique centré sur une reconstruction du tissu économique régional. Le nucléaire est une industrie peu entraînante au plan régional tandis qu'au contraire les activités qui découleraient, tant d'une véritable politique d'économie d'énergie (par exemple l'isolation des logements) que du développement des énergies renouvelables (biomasse, etc.), seraient, elles, à vocation essentiellement régionale. Tel est bien le fond du problème concernant l'emploi : la politique de « redéploiement industriel » du gouvernement Barre, en privilégiant les « créneaux » à l'exportation, a contribué à détruire l'environnement économique et industriel régional. Mais une « reconquête du marché intérieur » en vue de la création d'emplois stables exige que des choix nets soient faits, notamment en ce qui concerne la politique énergétique. Tel est le sens des projets alter régionaux que propose le PSU.

## l'horizon 90

Divers niveaux de consommation d'énergie primaire peuvent être prévus pour 1980 avec une contribution d'origine nucléaire variable. Nous retiendrons les propositions gouvernementales, celles du Parti socialiste et celles de la CFDT.

Les chiffres rassemblés dans le tableau suivant montrent que les niveaux de consommation d'énergie primaire prévus pour 1980 sont sensiblement les mêmes dans les trois hypothèses. Par contre, la part du nucléaire varie assez fortement d'un projet à l'autre. Les propositions de la CFDT, en limitant le nucléaire

présidentielles présidentielles présidentielles présidentielles présidentielles présidentielles présidentielles présidentielles présidentielles

à ce qui est déjà en fonctionnement ou près de la mise en service, sont évidemment beaucoup plus proches des choix que nous proposons en faveur d'une réorientation immédiate et profonde de la politique énergétique.

**CONSOMMATION D'ÉNERGIE PRIMAIRE ET PART DU NUCLÉAIRE (Prévisions pour 1980)**

	croiss. éco-nom. en %	énergie primaire total Mtep (1)	dont nu-cléaire Mtep	% de nucl.	puissance nucléaire installée nbre de réacteurs		
					réacteur PWR 900 Mwe	réacteur PWR 1300 Mwe	surgénérateur (Creys-Malville)
<b>Gouvernement</b>	2,5 à 3,5	242	73	30%	34	29	1
<b>Parti socialiste</b>	5	230	48	21%	32	8	1
<b>CFDT</b>	4	236	30	13%	22	0	0

- Ces propositions ont été publiées : le 25 mars 1980 pour la CFDT, le 2 avril 1980 pour le gouvernement et le 19 janvier 1981 en ce qui concerne le PS. Le PC et la CGT n'ont pas publié de propositions chiffrées de ce type, mais on sait que ces organisations préconisent une forte croissance de la production d'énergie nucléaire ainsi que la construction industrielle des surgénérateurs.
- Le programme gouvernemental prévoit la construction de 24 à 28 nouveaux réacteurs de 1 300 Mwe pendant la décennie suivante. La puissance nucléaire installée serait alors de plus de 10 000 Mwe soit plus de 6 fois celle de fin 1980. Le gouvernement envisage également la construction de dix nouveaux surgénérateurs d'ici à l'an 2 000.
- Le programme du Parti socialiste est le même que celui du gouvernement pour 1985 (à l'exception du réacteur de Cattenom). La différence vient de l'arrêt, au-delà de cette date, de la construction de nouveaux réacteurs.
- Le programme de la CFDT arrête la construction des réacteurs à la fin 81 (sans Chinon B 1 prévu par le gouvernement pour cette même année). Les centrales prévues par le PS et qui ne figurent pas dans les propositions de la CFDT sont : PWR de 900 Mwe : Chinon (B1, B2), Le Bloyais (3,4), Cruas (1,2, 3, 4), Gravelines (5,6). PWR de 1 300 Mwe : Paluel (1, 2, 3, 4), Saint-Alban (1, 2), Flamanville (1, 2). Plus le surgénérateur de Creys Malville.

Quels seraient les objectifs possibles, compte tenu des contraintes économiques et financières, d'une telle réorientation ? Les véritables choix sont à long terme en ce qui concerne la politique énergétique et les mesures prises au cours de la décennie qui s'ouvre engageant l'avenir à hauteur de l'an 2 000 et même au-delà. C'est donc dans cette perspective qu'il faut agir, mais dès maintenant, car le fait accompli d'une restructuration énergétique à base nucléaire risque de devenir ensuite difficilement réversible. Là est notre désaccord avec le programme du Parti socialiste. Certes l'arrêt du programme de centrales nucléaires à 85 ainsi que le refus de la construction industrielle des surgénérateurs sont certainement des choix préférables à ceux prônés par le gouvernement. Mais l'importance des moyens financiers mobilisés pour tripler d'ici 1985 la puissance installée du parc de centrales nucléaires interdirait d'entrer rapidement dans la mise en œuvre d'une politique énergétique alternative. En 1990, la production d'électricité serait, selon le projet socialiste, à 60 % d'origine nucléaire. Cette dépendance ainsi que la mise en service du surgénérateur Creys Malville créeraient une lourde hypothèque sur les choix ultérieurs.

Quel sens prendrait dans ces conditions la

consultation par referendum promise par les socialistes et avec quelle liberté de choix ? Force est de constater que la lecture du programme énergétique socialiste laisse nombre de questions essentielles sans réponses et ne nous renseigne pas fermement sur la position que prendrait le PS dans le cadre de la préparation d'un referendum.

Remarquons notamment :

1) qu'il ressort des chiffres que les propositions du PS **ne s'orientent pas vers une politique de stimulation des économies d'énergie très active.** En effet, selon ce projet, la consommation d'électricité augmentera de 50 % en dix ans parce qu'il faudra écouler la production d'un très important parc de centrales nucléaires. Pour les mêmes raisons le PS ne prévoit qu'une réduction de 20 à 30 % de la consommation unitaire des appareils ménagers alors - que l'on sait qu'il serait possible (et rentable pour les usagers) de doubler ce pourcentage d'économie d'énergie. L'acceptation du nucléaire comme « énergie de transition » n'est donc pas dictée par des impératifs techniques mais correspond à un choix politique effectué et qui renvoie plus à la stratégie des alliances envisagées qu'à des choix purement rationnels.

2) La position du PS sur le long terme n'est pas claire sauf en ce qui concerne les surgénérateurs. En effet, l'arrêt du programme à 1985 peut aussi bien constituer une « pause » permettant d'organiser un referendum qu'une proposition de changement de programme énergétique que le PS défendrait dans le débat précédant un tel referendum. La différence est de taille car le résultat d'une telle consultation dépendrait assez largement des positions prises par les diverses forces politiques dans le débat préparatoire. Relevons notamment que les propositions du PS restent muettes sur l'avenir du programme nucléaire au-delà de 1990 : propose-t-on d'aller vers un dépérissement du parc de centrales ou bien envisage-t-on de remplacer les centrales existantes parvenues au terme de leur vieillissement (20 ans environ) ?

Divers écrits semblent montrer que le PS envisage la seconde hypothèse (l'article de présentation de *l'Unité*, journal officiel du PS, envisage même l'ouverture de nouveaux sites comme possible). Enfin, pourquoi terminer Creys Malville si l'on condamne fermement toute autre mise en chantier de surgénérateur ?

**des économies d'énergie**

Une autre politique est possible dont les éléments à court terme existent d'ailleurs dans des documents officiels (mais que l'on a laissé sans suite et tenté de

présidentielles présidentielles présidentielles présidentielles présidentielles présidentielles présidentielles présidentielles présidentielles

conserver confidentiels).

La définition d'une réorientation énergétique devrait d'abord prendre en compte la nécessité d'agir en tout premier lieu sur le niveau global d'énergie primaire consommée, ce qui est peu envisagé dans les trois hypothèses du tableau précédent. A cet effet il faut prendre en compte les propositions du rapport « Crémieux » rédigé dans le cadre de la préparation du VIII<sup>e</sup> Plan. Selon ce rapport, une politique prioritairement axée sur les économies d'énergie permettrait un gain de 60 Mtep en 1990 ramenant la consommation d'énergie primaire aux alentours de 200 Mtep. Une telle politique exigerait un investissement de 500 milliards de francs, sur 10 ans, et créerait 600 000 emplois nouveaux ; mais elle est évidemment incompatible avec la politique pro-nucléaire du gouvernement (et même avec le schéma du PS comme nous l'avons

	PSU	Gouv.	PS
charbon	48	33 ou 28	43
Pétrole	73	68 ou 80	71
Gaz	43	42 ou 37	39
Energies nouvelles	18	12 ou 10	13
Hydraulique	20	14	16
Nucléaire	0	73	48
	202	242	236

relevé plus haut.

Dans une telle optique on pourrait envisager la répartition suivante de la production d'énergie pour 1990 (en Mtep).

**On pourrait donc se passer du nucléaire en 1990 à condition de freiner d'une manière énergique l'augmentation de la consommation d'électricité.**

Evidemment les conditions d'une transition au non nucléaire ne sont pas aisées à définir dans le cadre du système actuel. En effet les contrats pour la construction des centrales jusqu'en 1989 sont signés et leur rupture entraînerait de grosses difficultés financières et juridiques. C'est d'ailleurs là le seul argument solide du programme socialiste mais qui éclaire en même temps la modestie des transformations sociales envisagées par ce parti.

### Une alternative est en effet possible.

Remarquons d'abord qu'EDF est déjà revenue sur des contrats signés, les travaux étant même commencés (les deux réacteurs de Belleville par exemple).

Mais évidemment le fait accompli du nucléaire est suffisamment engagé pour que l'on ne puisse envisager de se limiter à ce type de procédure. Il faut donc considérer qu'un choix de changement de politique énergétique ne saurait relever d'enjeux à caractère

juridique. Il serait notamment scandaleux qu'une remise en cause des contrats conduise à verser quoi que ce soit aux capitalistes qui ont déjà largement profité de la « politique gouvernementale ». Dans ces conditions, un changement d'orientation énergétique devrait s'accompagner d'une **nationalisation de Framatome**, qui ne doit d'ailleurs son existence qu'aux seules commandes de l'Etat. Une telle nationalisation, appuyée sur l'institution de conseils d'atelier et de bureau, permettrait à la fois que soit trouvée une solution financière équitable en même temps que seraient définis par les travailleurs concernés les moyens d'une reconversion de l'entreprise (par exemple sur cinq ans).

### comment arrêter la fuite en avant ?

Le nucléaire ne saurait donc constituer une énergie de transition comme le proclame le PS. C'est **l'arrêt immédiat des programmes** que nous exigeons. Celui-ci supposerait :

- un arrêt des investissements et de la mise en chantier de nouveaux réacteurs,
- l'abandon des réacteurs en construction,
- un plan de dépérissement des centrales en fonctionnement en liaison avec le développement rapide des alternatives énergétiques les plus immédiatement disponibles.

Telles sont les propositions du PSU relatives aux centrales nucléaires classiques. En même temps, le PSU serait prêt à soutenir toute mesure allant dans le sens de ces objectifs. Il estime notamment que les propositions de la CFDT (arrêt au-delà de CPI) pourraient fournir une base pour la confrontation des forces populaires opposées à la fuite en avant dans le tout-nucléaire. Elles pourraient utilement contribuer à **l'élaboration d'un contrat présidentiel en matière énergétique.**

Il serait notamment souhaitable que l'accent soit mis sur la nécessité pour les forces populaires de se prononcer nettement contre la mise en œuvre du programme de réacteurs PWR de 1300 MW.

Mais l'avenir du programme nucléaire se jouera autant, sinon plus, autour de la filière à neutrons rapides. Le PSU, comme d'autres forces populaires (CFDT, PS, Associations écologistes, etc.) est opposé à la mise en œuvre des surégénérateurs. Il entend notamment faire de cette question un des points importants de sa lutte pour un contrat présidentiel. Toutefois, le PS acceptant maintenant que Super-Phénix soit terminé à titre expérimental, le PSU tient à réaffirmer, lui, son opposition à toute poursuite de la construction de ce surgénérateur.

C'est la volonté de développer une filière à neutrons rapides qui a entraîné la construction de l'usine de retraitement de La Hague. En dépit de ses très graves difficultés de fonctionnement, le gouvernement veut

présidentielles présidentielles présidentielles présidentielles présidentielles présidentielles présidentielles présidentielles présidentielles présidentielles

agrandir l'usine et continue à signer des contrats avec divers pays étrangers. Le PSU souhaite que se développe une action commune contre l'extension de l'usine et pour l'abandon des contrats de retraitement avec l'étranger. Il apparaît par ailleurs que le stockage des combustibles PWR irradiés serait préférable à leur retraitement. Le PSU exige donc l'arrêt du retraitement des combustibles PWR, et la reconversion de

La politique impérialiste du gouvernement français, les pillages et les trafics qu'entraîne l'exploitation des mines d'uranium doivent être dénoncés et combattus. D'autres rapports d'échanges avec le tiers monde sont nécessaires qui respectent les intérêts et l'autonomie des voies de développement de ces pays. Une Cogéma nationalisée devrait dans cet esprit rompre avec les pratiques actuelles.



**Saint-Laurent-Les-Eaux.** Une centrale PWR de 2X970 Mwe - Photo M.Bros

l'usine de La Hague pour l'étude de la mise en œuvre du stockage des combustibles irradiés (dont la quantité devrait rapidement décroître avec le dépérissement des centrales en fonctionnement).

Comme dans le cas de Framatome, une telle reconversion devrait s'effectuer sous le contrôle des travailleurs concernés dont l'emploi devrait être aussi garanti.

La fuite en avant dans la course au nucléaire a entraîné la multiplication des recherches d'uranium en France. L'ouverture des mines de plus en plus nombreuses sans que la population concernée soit consultée, les types d'extraction utilisés ont entraîné de très graves dommages pour l'environnement (pollution des eaux, etc.). Le PSU s'oppose à l'ouverture de nouvelles mines d'uranium et exigera, dans le cas où elles sont en activité, que soient interdites les méthodes d'extraction dangereuses pour l'environnement.

Parallèlement, le PSU estime que la Cogéma et ses filiales doivent être nationalisées afin que la politique définie ci-dessus puisse être mise en œuvre.

Soulignons enfin que les luttes récentes des populations concernées contre l'implantation des centrales, notamment à Plogoff, ont dévoilé le bluff des soi-disant enquêtes d'utilité publique. De larges secteurs de l'opinion le reconnaissent aujourd'hui : aucun système de consultation démocratique n'existe concernant un problème aussi grave.

Pour sa part, le PSU estime que la procédure des **réferendums à initiative populaire** devrait être adoptée comme moyen d'expression de la volonté des populations concernées.

Telles sont quelques-unes des propositions du PSU qui, si elles étaient adoptées, permettraient que soient mises en œuvre les alternatives énergétiques au programme nucléaire imposé par Giscard.

Donnons lui tout le poids nécessaire le 26 avril par un choix dépourvu d'ambiguïté. ■